

François Bayrou : « la politique de Trump peut nous coûter plus de 0,5 % de PIB »

Dans un entretien au Parisien Dimanche, **le Premier ministre évoque notamment la guerre commerciale**, une « décision gravissime pour nous et elle l'est encore plus délétère pour les États-Unis (...). **Le risque de pertes d'emplois est absolument majeur, comme celui d'un ralentissement économique, d'un arrêt des investissements. Les conséquences seront importantes : la politique de Trump peut nous coûter plus de 0,5 % de PIB** ». Quant à l'appel au patriotisme des entreprises françaises, François Bayrou parle d'un « appel à la solidarité nationale et européenne. Notre continent est attaqué de la manière la plus virulente possible, **il est donc légitime que les industriels, les investisseurs, français et européens, comprennent qu'il est de leur devoir commun de faire pression sur le gouvernement des États-Unis.** Retenir leurs investissements peut être un moyen efficace. Vous imaginez si les grandes décisions d'investissement européen aux États-Unis se poursuivaient comme avant ? Le président des États-Unis pourrait dire : « Ma politique marche très bien ! » ». Interrogé **sur l'économie de guerre, François Bayrou répond par le devoir de « construire un pays qui doit progresser du point de vue de la production, du travail, du nombre d'emplois, des heures travaillées.** » Il présentera ainsi « à l'été » ce cadre aux Français. Il évoque « une reconstruction à partir des fondations ». (Le Parisien Dimanche, p.2)

Eric Lombard va réunir « un conseil des entreprises »

Dans un entretien au JDD, **le ministre de l'Economie et des Finances dévoile la contre-attaque française et européenne face aux taxes de Trump.** Il annonce une « riposte ferme, mais proportionnée », « graduée ». « Mais, alerte-t-il, il y aura forcément des conséquences. **On ne peut pas entrer dans un bras de fer commercial sans dommages des deux côtés** ». En attendant, « tous les services de Bercy sont mobilisés ». Il va ainsi réunir le 14 avril, « un conseil des entreprises, une instance de dialogue régulier avec les représentants du Medef, de la CPME, de l'U2P, du Meti et de l'Afep ». « Avant cela, **les filières industrielles seront reçues mardi à Bercy par Marc Ferracci** ». **Il demande aussi « aux industriels français qui prévoient des investissements aux États-Unis de les suspendre** ». « C'est un moment d'affirmation salutaire pour l'Europe », lance Eric Lombard. En France, « il n'y aura pas de nouveaux coups de rabot généralisés. En revanche, nous poursuivrons notre trajectoire de maîtrise des dépenses, avec une mesure de régulation qui sera annoncée prochainement. Le Premier ministre précisera la méthode lors d'une réunion importante à Matignon, le 15 avril. » L'objectif « c'est que tout le monde prenne conscience de la situation et de l'urgence en transparence ». (Le JDD, p.10)